

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Depuis des mois, les contribuables, les agents et les services publics en général subissent la réforme de la sphère cadastrale voulue au nom d'une soi-disant modernisation, mais qui répond en fait aux sacro-saintes économies à faire sur le dos des emplois de la DGFIP.

Si nous disons oui à l'automatisation de certaines tâches, nous dénonçons surtout une mise en œuvre alliant amateurisme et précipitation du programme Gérer Mes Biens Immobiliers. Les défaillances des applications s'enchaînent et c'est aujourd'hui le budget de l'État qui devra compenser des millions d'euros de dégrèvement de Taxes d'Habitation Secondaires.

Alors que la mise à jour des bases de taxe d'habitation était assurée, jusqu'à cette année, par des centaines d'agents formés et expérimentés, ce sont désormais les informations servies par les propriétaires des locaux dans GMBI qui sont utilisés.

Cela n'a pas été sans dommage, puisque outre une ergonomie de l'application qui a difficilement permis son appropriation par les usagers, les données primitives mises à leur disposition étaient loin d'être claires (ex de cave ou de balcon apparaissant comme des dépendances).

L'algorithme trop rapidement développé qui n'a pas su détecter des anomalies telles que des « bis » ajoutés aux adresses ou des doublons de taxation si le propriétaire n'a pas signalé un déménagement.

Bilan de ce nouveau ratage GMBI :

- > de nombreux avis de Taxe d'habitation en secondaire envoyés par erreur aux contribuables les obligeant à faire des réclamations pour obtenir les dégrèvements,
- > une nouvelle saturation des points d'accueils, du téléphone et des mails,
- > un coup certain pour l'état puisque les dégrèvements des sommes non dues sont à sa charge.

La CGT Finances Publiques dénonce une réforme menée sous un prisme de coût mission avant de se préoccuper d'une fiabilisation des outils. Depuis plusieurs années, les services subissent suppressions d'emplois et mise en place de réformes structurelles et techniques. Comme pour GMBI, ces dernières provoquent un surcroît de travail alors même qu'elles servent d'alibi pour supprimer des milliers d'emplois.

Contact :

Frédéric SCALBERT Secrétaire national : 06.22.68.64.93